

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE D'ÉCULLY

N° 2026 – 49

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2026

Date de convocation du conseil d'administration : 11 septembre 2026

Nombre d'administrateurs en exercice au jour de la séance : 17

Président de séance : Madame Laure DESCHAMPS

Membres présents : Mme Laure DESCHAMPS ; M. Vincent FRIDRICI ; Mme Patricia GARCIA ; M. Pierre COTE ; M. Aimery FUSTIER ; M. Denis FAYET ; Mme Brigitte RAMOND ; M. Damien JACQUEMONT ; M. Julien COUSSART ; Mme Evelyne LARASSE ; Mme Colette BONIN ; Mme Marie-Agnès CHALANCON

Membre absent ayant donné pouvoir : M. Sébastien MICHEL donne pouvoir à Mme Laure DESCHAMPS ; M. Régis DE MALLMANN donne pouvoir à Mme Colette BONIN

Membres absents : M. Jérôme FRANCOIS ; M. Benoit SECHET ; Mme Nathalie MAYEN

— — — —

OBJET : MODALITES DE REMUNERATION DES AGENTS PARTICIPANT AUX SCRUTINS ELECTORAUX

Lors des diverses élections ou consultations par voie de referendum, certains agents du CCAS sont amenés à effectuer des heures supplémentaires (tenue des bureaux de vote, montage et démontage du matériel, organisation et logistique des scrutins), celles-ci pouvant être compensées de trois manières différentes :

- soit en récupérant le temps de travail effectué,
- soit par le paiement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les agents éligibles aux Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS),
- soit pour les autres, par l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections (IFCE).

1. Agents éligibles à l'Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (IHTS)

Les agents de catégorie C et B qui effectuent des travaux supplémentaires à l'occasion des scrutins électoraux ou de consultations par voie de referendum relèvent de l'IHTS. Afin de tenir compte de la réalité effective de travail, du niveau de responsabilité des missions réalisées et pour permettre une équité de traitement, les agents seront indemnisés selon les forfaits horaires

Accusé de réception en préfecture
069286910003-20260917-2026-49-DE
Date de réception préfecture : 22/09/2026

Fonction exercée le jour du scrutin	Nombre d'heures du forfait	Forfait brut
Tenue d'un bureau de vote	15h	400 €
Tenue du bureau centralisateur	18h	500 €

L'IHTS est cumulable avec le RIFSEEP.

Lorsque le scrutin donne lieu à deux tours, les taux fixés ci-dessus sont attribués pour chaque tour de scrutin. L'indemnité peut être versée autant de fois dans l'année que celle-ci comporte d'élections.

Lorsque deux scrutins ont lieu le même jour, il n'est versé qu'une seule indemnité.

2. Agents éligibles à l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections (IFCE)

Les agents titulaires et contractuels relevant de la catégorie A ne peuvent bénéficier de l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires. Pour rémunérer leur participation, ils peuvent percevoir l'IFCE.

Pour les élections présidentielles, législatives, régionales, métropolitaines, municipales, européennes, et les consultations par voie de référendum, l'IFCE est allouée dans la double limite :

- d'un crédit global obtenu en multipliant la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires mensuelle (IFTS) de 2^{ème} catégorie (attachés territoriaux), auquel est appliqué un coefficient fixé entre 0 et 8 adopté par délibération, par le nombre de bénéficiaires,
- d'une somme individuelle au plus égale au quart de l'IFTS de 2^{ème} catégorie (attachés territoriaux) affectée du coefficient retenu par la délibération.

Pour les prochains scrutins, il est proposé de définir le coefficient 8 à appliquer au montant moyen fixé pour l'IFTS de 2^{ème} catégorie soit 1 091,71 € annuel. Le crédit global par scrutin sera déterminé en multipliant cette valeur par le nombre d'agents éligibles.

L'indemnité calculée dans les conditions énoncées ci-dessus sera attribuée par l'autorité territoriale en fonction du travail réellement effectué à l'occasion des opérations électorales ou consultations par voie de référendum. Le bénéfice de cette indemnité est étendu dans les mêmes conditions aux agents contractuels de droit public de catégorie A accomplissant ces mêmes travaux.

Ce montant maximal constitue la limite à ne pas dépasser mais l'autorité territoriale reste libre de verser des montants inférieurs en fonction des critères de modulation ci-dessous :

Fonction exercée le jour du scrutin	Montant de l'IFCE par tour de scrutin*
Tenue d'un bureau de vote	400 €
Tenue du bureau centralisateur	500 €

* Dans la limite de l'enveloppe globale

L'IFCE est cumulable avec le RIFSEEP.

Lorsque le scrutin donne lieu à deux tours, les taux fixés ci-dessus sont attribués pour chaque tour de scrutin. L'indemnité peut être versée autant de fois dans l'année que celle-ci comporte d'élections.

Lorsque deux scrutins ont lieu le même jour, il n'est versé qu'une seule indemnité.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.714-4 et suivants du code général de la fonction publique,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2007-1630 du 19 novembre 2007 modifiant le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires et le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 1962 modifié par l'arrêté ministériel du 19 mars 1992, fixant le régime des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être accordées aux fonctionnaires territoriaux,

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2002 modifié par l'arrêté ministériel du 26 mai 2003, fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés

Vu la circulaire ministérielle du 11 octobre 2002 relative au nouveau régime indemnitaire des heures et travaux supplémentaires dans la fonction publique territoriale,

Considérant la délibération n°2025-050 du 9 juillet 2025 de la Ville d'Ecully relative aux modalités de rémunération des agents municipaux participants aux scrutins électoraux ;

Considérant qu'il convient de prendre les mêmes dispositions concernant les agents du CCAS en vue de l'organisation des prochaines échéances électorales ;

Vu l'avis favorable à l'unanimité du Comité Social Territorial en date du 17 juin 2025 ;

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité par 14 voix pour

- **Adopte les dispositions énoncées ci-dessus concernant l'attribution de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection (IFCE) ainsi que l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires (IHTS), dans le cadre de l'organisation des scrutins électoraux ou consultations par voie de referendum.**
- **Autorise l'autorité territoriale ou son représentant à appliquer les dispositions en résultant pour les scrutins électoraux ou consultations par voie de referendum à venir.**
- **Précise que les dépenses en résultant seront imputées au chapitre 12 du budget du CCAS.**

Accusé de réception en préfecture 069-266910033-20260917-2026-49-DE Date de réception préfecture : 22/09/2026

Ainsi délibéré,
A Écully, le 17/09/2026

La Vice-présidente

Certifié exécutoire le 22 SEP. 2026



La Vice-présidente

Laure DESCHAMPS



Laure DESCHAMPS

Accusé de réception en préfecture
069-266910033-20260917-2026-49-DE
Date de réception préfecture : 22/09/2026